



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 15 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 8 avril 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme QUERAL, Mme LANDAIS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme HOLGADO à Mme SARRAUTE, M. GABARD à M. RIMARK

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

24 – PROCEDURES DE RECOUVREMENT DES PRODUITS LOCAUX - AUTORISATION PREALABLE DE POURSUITE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le Code Général des Collectivités Territoriales pose comme principe que chaque poursuite de débiteur d'une collectivité locale n'ayant pas acquitté sa dette envers celle-ci doit avoir l'accord préalable de l'ordonnateur de la collectivité.

VU le Décret n° 2005-1417 du 15 novembre 2005, pris pour l'application de l'article L.1617-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU Le Décret 2009-125 du 03 février 2009, notamment l'article R 1617-24 relatif à l'autorisation préalable des poursuites pour le recouvrement des produits locaux a étendu la possibilité pour l'ordonnateur de donner à son comptable une autorisation permanente ou temporaire à tous les actes de poursuite (opposition à tiers détenteurs et saisies).

Pour des raisons de commodité et d'amélioration du recouvrement des recettes communales pour effectuer ces démarches sans demander systématiquement l'autorisation de l'ordonnateur et suite à la demande du Comptable Municipal, il est proposé d'accorder une autorisation permanente et pour les seuils suivants **en dessus** desquels il est autorisé à poursuivre :

- par voie de lettre de relance et de mise en demeure : pour les dettes supérieures ou égales à 5 € (seuil de mise en recouvrement des créances des collectivités locales – Art. L 1617-24 et L 2342-4 du C.G.C.T.)
- par voie d'opposition à tiers détenteurs (OTD): dans le respect de la réglementation en vigueur fixant les seuils minimaux de poursuites :
 - CAF : 30 €
 - Employeurs : 30 €
 - Banques : 130 €
- par voie de saisie :
 - CAF : 30 €
 - Employeur : 30 €
 - Compte Bancaire : 130 €
 - Vente : 180 € (envoi de l'huissier chez le redevable)

Cette autorisation est fixée pour la durée du mandat du Conseil Municipal.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 18/04/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140415-12477-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

